90. fraude de noms similaires

Fraude de noms similaires, fraude en faillite, exécuteurs de Son Tort

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 6 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Notre pays a utilisé le nom de «États-Unis» pour faire des affaires pour lui-même en 1776 et au-delà. Plus tard, lorsque certains devoirs et pouvoirs ont été délégués aux sous-traitants du Saint-Empire romain germanique en vertu de "La Constitution des États-Unis" (1790), les sous-traitants ont commencé à utiliser le même nom. Pour ajouter à la confusion, le sous-traitant fédéral américain - notre République fédérale, a également utilisé le nom de "États-Unis" et a décrit ses citoyens comme des citoyens américains. Enfin, en 1850-1851, un effort a été fait pour arranger cela et imposer un certain ordre et discipline.

La décision a été prise que l'anglais étant la langue officielle de ce pays, les conventions et la grammaire de style anglais seraient utilisées pour parler de nous.

Les conventions de style latin seraient utilisées lors du référencement du sous-traitant du Saint-Empire romain germanique.

La République fédérale ferait des affaires sous son nom actuel d'États d'Amérique, même si leurs citoyens étaient toujours connus sous le nom de citoyens américains et que les citoyens du sous-traitant du Saint-Empire romain germanique étaient toujours connus comme des "citoyens des États-Unis" et les citoyens du sous-traitant territorial britannique ont continué à être appelés "États-Unis. Citoyens".

Ainsi, lorsque notre pays et notre Union d'États-nations sont référencés, nous sommes correctement connus comme "les États-Unis" depuis les années 1850, le sous-traitant fédéral dirigé par le Saint-Siège est connu comme "les États-Unis" partout, et la Confédération qui est restée en sommeil, en attente de reconstruction depuis la guerre civile, est connue sous le nom d'États d'Amérique et dont on parle rarement.

Naturellement, tout cela a conduit à une confusion pernicieuse, en particulier pour d'autres pays qui tentent de s'adresser aux différentes parties de notre gouvernement, et cela a finalement conduit à une fraude ouverte et à une usurpation contre le gouvernement américain des États-Unis.

La Corporation municipale de Washington, DC, qui s'est développée à partir du gouvernement municipal non constitué en société d'origine, a prétendu être l'Union de nos États-nations et a largement fait semblant de nous représenter en utilisant cette confusion et des noms similaires de tromperie alors qu'en fait elle a très pouvoirs délégués à notre égard. Alors que le gouvernement de la ville a continué d'appeler ses propres citoyens "citoyens des États-Unis", il n'a épargné aucun effort ni collusion pour redéfinir secrètement et convertir illégalement les Américains nés naturels à ce statut politique étranger sans leur connaissance ou leur consentement conscient.

Ils ont été aidés, aidés et encouragés par le gouvernement territorial du district de Columbia - une autre société municipale qui devait gagner à cette tromperie et à cette conversion illégale.

Le sous-traitant du Saint-Siège ici et les membres de sa fonction publique fédérale ont combattu aux côtés du Sud pendant la guerre civile américaine. Par la suite, tous ces "citoyens des États-Unis" ont été aux prises avec d'énormes paiements de réparations de guerre et d'autres sanctions résumées par le quatorzième amendement non consensuel à la "Constitution" d'entreprise territoriale britannique (1868) d'une société commerciale écossaise opérant sans divulgation complète comme "Les États-Unis d'Amérique, Inc.".

De toute évidence, si le Saint-Siège pouvait trouver plus de "citoyens des États-Unis" pour aider à supporter le fardeau des réparations de guerre, ils en ont bénéficié, et si le sous-traitant territorial pouvait trouver plus de "citoyens des États-Unis", il en a bénéficié, aussi, en ayant plus de personnes à collecter et plus de biens à taxer et à confisquer.

C'est donc ce que nos sous-traitants fédéraux étrangers dupliqués, malhonnêtes, infidèles, déloyaux, trahison et égoïstes ont fait, et leurs sociétés municipales respectives hébergées dans le district de Columbia ont poursuivi cette ruse jusqu'à nos jours.

Pas plus tard qu'en 2019, nous avons entendu Donald J. Trump, alors président (et pour tout ce que nous savons, toujours président) de la United States of America Corporation, parle du "quatorzième amendement" --- disons cela clairement pour tout le monde.

Le quatorzième amendement était un amendement de règlement administratif attaché à une "constitution d'entreprise" totalement malhonnête et non divulguée appartenant à une Scottish Commercial Corporation qui a fait faillite en 1906.

La soi-disant «Constitution d'entreprise» n'avait et n'a rien à voir avec une véritable Constitution fédérale et ne l'a jamais fait. Il s'agissait en fait d'une infraction grave au nom de notre Fédération des États et d'un stratagème utilisé par les parties coupables pour accéder à notre crédit exactement de la même manière qu'un pirate de carte de crédit moderne le fait encore --- et c'est par usurpation d'identité.

L'usurpation d'identité consiste à faire semblant d'être quelqu'un ou quelque chose que vous n'êtes pas, à des fins de fraude et de vol de crédit ou d'un autre avantage. Ces piqueurs écossais prétendaient être notre Fédération des États, prétendaient avoir le pouvoir d'incorporer notre Fédération des États et ont violé nos bons noms, nos droits d'auteur et nos marques pour y parvenir.

Nous avons une preuve objective de la collusion volontaire des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia sous la forme de leur "Déclaration d'interdépendance des gouvernements aux États-Unis" publiée en 1937, et nous avons les documents créant la Scottish Commercial Corporation en 1868, et nous avons littéralement des milliers de dossiers judiciaires et de documents publics prouvant que chaque mot est vrai, et que tout cela a été accompli par le simple artifice de: (1) nous imitant, (2) faisant semblant de nous représenter et nos intérêts d'une manière que nous n'avons jamais acceptée, (3) disant au reste du monde que notre gouvernement américain --- et pas seulement la République fédérale qui était le sous-traitant fédéral américain ayant besoin de la reconstruction, était mystérieusement absente, dans "interrègne"--- et tout cela a été "présumé" derrière notre dos sans en annoncer quoi que ce soit au peuple américain.

Nous avons dû l'entendre d'Européens qui n'étaient même pas des représentants du gouvernement ou des bureaucrates.

Cette trahison brute de confiance et cet intérêt personnel rampant de la part du Saint-Siège, du gouvernement territorial britannique (district) (une autre société municipale basée dans le district de Columbia opérant politiquement comme une démocratie) et de leurs directeurs à Whitehall et Westminster, et tous opéraient comme un jeu contre leurs employeurs, est une raison suffisante en soi pour liquider ces sociétés en somme pour des activités illégales.

Nous passons maintenant au sujet de la fraude en matière de faillite, qui a été utilisé à plusieurs reprises par le Saint-Siège et ses co-conspirateurs en Grande-Bretagne et dans l'ancien Commonwealth britannique, comme un moyen de décharger leurs propres dettes de guerre sur les Américains mal identifiés comme " citoyens des États-Unis "--- et de continuer à collecter des" réparations de guerre "de leur part.

L'idée de rendre la guerre non rentable n'est pas nouvelle. La Société des Nations et ses nombreux gouvernements mondiaux ont convenu que les vainqueurs d'une guerre devraient payer pour cela, de sorte qu'après la Seconde Guerre mondiale, le Saint-Siège et la Grande-Bretagne - et leurs sociétés municipales --- et tous les autres auteurs de ce crime, étaient responsables des dommages causés.

L'excuse a été faite qu'ils opéraient simplement en tant que sous-traitants et que les dettes et les bénéfices de la Première Guerre mondiale nous appartenaient réellement; prétendument, ils n'étaient que des sous-traitants "défendant" nos intérêts sous un radotage non autorisé aussi spécieux que "The Monroe Doctrine" et "Manifest Destiny" concoctés par les responsables de la British Territorial Municipal Corporation comme un moyen de justifier leur planète.

Les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont rapidement dépouillé tous les actifs des États-Unis. CORP - encore une autre société municipale utilisée comme entrepreneur

principal et vendeur de marchandises et de matériaux de guerre, et l'a mise en faillite. Les bénéfices ont été réduits à
"Fonds d'affectation spéciale "contrôlés par le gouvernement fédéral", fonds de pension, fonds d'investissement, toutes sortes de caisses noires prétendument à notre avantage --- et tous contrôlés par les mêmes escrocs qui ont été chargés de promouvoir l'ensemble de ce gigantesque stratagème de fraude multi-générations.

En fait, nous avons obtenu le projet de loi pour tout cela, sous la forme de taxes, de tarifs, de systèmes de titrisation et d'autres fausses créances non autorisés, tandis que d'autres pays ont subi une occupation militaire territoriale britannique illégale, prolongée et injustifiable. Nous avons également reçu le projet de loi pour tout cela, et tout cela nous a été maltraité "comme si" nous étions tous des "citoyens des États-Unis". 4

Veuillez noter que la société qui était exploitée en vertu de la soi-disant Constitution de l'entreprise a fait faillite en 1906. C'était et c'est la seule "Constitution" à adopter le "Quatorzième amendement"; si, et cela doit être vivement débattu, une telle "Constitution d'entreprise" pour une société municipale étrangère hébergée en Écosse, a jamais eu quelque chose de légitime à faire avec nous, notre gouvernement ou nos contrats fédéraux, nous le nions; et nous observons qu'en tout état de cause, aucun document de ce type n'a exercé de pouvoir possible pour ou sur quiconque ou quoi que ce soit depuis 1906.

Autrement dit, nous soutenons que les poursuites engagées par cette société municipale non autorisée et non divulguée agissant "en notre nom" n'avaient rien à voir avec nous, et tout ce qu'elles ont fait a été fait dans des cas de fraude, de malversation et dans des conditions de non-divulgation. Ils n'avaient pas le pouvoir de collecter ou de confisquer quoi que ce soit "pour" nous à l'époque et cette même société a disparu depuis 1906, il n'y a donc aucune excuse pour continuer à prétendre qu'un document tel que la Constitution d'entreprise de 1868 continue d'avoir un sens ou autorité, même pour les employés de la Corporation municipale.

Ces actions, y compris les faillites, sont toutes conçues dans la fraude et l'usurpation d'identité. Nous avons été obligés de payer les frais de guerre et les dommages et intérêts et l'occupation illégale de tous ces autres pays, tandis que les sociétés municipales étrangères coupables hébergées dans le district de Columbia bénéficiaient du contrôle et bénéficiaient de tous les bénéfices.

Loin d'être découragés par les résultats de la Seconde Guerre mondiale, les mécréants se sont lancés dans des centaines de "guerres" mercenaires non autorisées en nos noms et se sont livrés à des manipulations financières et politiques sans fin, agissant en tant que mercenaires rémunérés pour renverser des gouvernements légitimement élus qui n'étaient pas amicaux à leurs ouvertures commerciales, et répandant autrement la violence et la criminalité dans le monde entier, y compris ici dans ce pays, où ces sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia se sont livrées à des racket impitoyables à long terme contre la population de ce pays, tout en s'engageant dans une occupation militaire continue et illégale à l'étranger.

Ces actes de fraude et d'usurpation d'identité et de violence mercenaire sans loi ont tous été perpétrés par des sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia, opérant sous des

"autorités" aussi ridicules que le quatorzième amendement d'une société commerciale étrangère disparue "Constitution" --- une société qui n'avait pas de contrat avec nous, qui fonctionnait en fraude tout au long de son existence, et qui est officiellement mort et disparu depuis 1906, emportant avec lui son "quatorzième amendement.

Nous souhaitons que toutes les sociétés municipales du district de Columbia soient liquidées pour des activités illégales, comme cela est exigé par la loi ecclésiastique, et nous souhaitons les terres, les actifs physiques et le crédit, ainsi que les actifs de tous ces produits. sociétés amies, être confisqué par le contrôle immédiat de notre véritable gouvernement américain au profit et au secours de tous les habitants qui ont souffert.

Nous souhaitons également la révocation immédiate de tout le personnel de transition, sauf les principaux, qui a agi en tant qu'exécuteurs de Son Tort au cours de notre prétendue "absence" --- cela inclut les membres des barreaux qui gèrent les soi-disant "tribunaux de district militaire" et les municipalités associées tribunaux de district créés à partir de 1865 et toutes leurs diverses franchises "d'État d'État.

Rien de tout cela n'a jamais été autorisé sur nos terres et nos sols et tous les sous-traitants fédéraux ont des raisons de le savoir.

Les personnes vivantes doivent recevoir une déclaration fidèle et précise de ces délinquants et des sociétés municipales qui les ont engendrés et mal dirigés, afin qu'il n'y ait plus de «code de secret» à employer ou à cacher ces criminels. Leurs méthodes doivent être largement ouvertes à l'examen du public afin qu'aucun de ces acteurs ne puisse jamais se faufiler et prétendre à nouveau être associé au gouvernement légal.

Tout leur enrichissement injuste est perdu, ainsi que leurs titres, leur crédit, leurs monnaies de crédit, toutes les monnaies numériques non autorisées et duplicates qu'ils ont développées, le QFS, le "Quantum Financial System", leurs actions et obligations et titres et caisses noires, qui doivent tous être placés sous le contrôle du gouvernement légal de ce pays et liquidés / éliminés de/placé sous notre direction au profit réel des victimes réelles de toute cette chicane de société commerciale.

Les gouvernements de la Grande-Bretagne, et en particulier le gouvernement de Westminster, doivent être exposés pour leur part à ce déchaînement illégal, immoral et illégal d'usurpation d'identité commerciale, de fraude et de gourmandise, de violence, de violation flagrante de la confiance et de fausses déclarations.

Le «territoire» du district de Columbia appartient aux États-Unis et non aux «États-Unis», et «aux» États-Unis, une autre société municipale dirigée située dans le district de Columbia, s'est qualifiée de «ville internationale indépendante -état "sans autorisation ni accord de notre part qu'une telle entité devrait exister ou se trouver sur nos côtes.

Veuillez noter que les permis d'utilisation que nous et nos États de l'Union avons délivrés pour permettre la prestation de services en vertu de la délégation de pouvoirs approuvée par les différentes constitutions fédérales n'approuvent l'existence d'aucune cité-État internationale indépendante. Il autorise l'existence d'une ville, celle de Washington, DC, et il fait des membres du

Congrès de 1787 - les membres du Congrès de la République fédérale - une oligarchie plénière dans le but de l'administrer en tant que capitale neutre et siège du gouvernement pour la conduite des affaires entre les États, les sous-traitants fédéraux et les gouvernements étrangers. Aucun autre but.

Le Congrès territorial n'a jamais obtenu d'autorité liée à cette création d'une capitale "fédérale" distincte autorisée par les Constitutions fédérales, sauf pour la soutenir et la protéger et donc, tout "municipal" Le Congrès opéré par les membres du Congrès territorial en notre prétendue absence n'avait pas le pouvoir d'assumer l'existence de pouvoirs pléniers autres ou supplémentaires ou implicites --- en dehors de l'objectif explicite de maintenir une capitale fédérale neutre évidente dans les discussions menant à l'adoption de ces dispositions.

Nous souhaitons la suppression et la liquidation de la "ville-État internationale indépendante" de la Corporation municipale en tant que développement non autorisé et non consensuel promu par des partis qui n'étaient pas des directeurs et non les véritables délégués détenant des pouvoirs pléniers sur la ville de Washington, DC , et nous notons en outre qu'aucun pouvoir plénier en dehors des objectifs stipulés et discutés ne peut être assumé par un congrès, jamais.

Bien que notre gouvernement américain ait toujours conservé ses opérations en Pennsylvanie et continue de le faire, la création d'un Capitole fédéral était nécessaire pour accélérer et organiser les fonctions fédérales après l'approbation des Constitutions fédérales. Ce «capitole fédéral» ne doit pas être confondu avec la capitale actuelle de ce pays et nos sous-traitants des sociétés municipales ne doivent pas être confondus avec nous.

En l'absence de notre sous-traitant fédéral américain, connu officieusement sous le nom de "République fédérale", ces tâches et pouvoirs que nous lui avons délégués, nous sont naturellement revenus, nous les délégués, par l'application du droit. Il était et est du devoir moral et contractuel de tous les sous-traitants fédéraux de nous informer pleinement en tant qu'employeurs et dans les paramètres de leurs propres contrats de service, pour nous aider à restaurer nos instruments gouvernementaux pleinement opérationnels.

Cette assistance a été délibérément et dans son intérêt personnel refusée; cela crée une violation flagrante de la confiance, une évasion de l'obligation contractuelle et est un crime d'État en vertu de nos vénérables traités internationaux.

Nous exigeons la liquidation permanente des sociétés municipales incriminées ainsi que de leurs franchises d'État et la suppression des fonctionnaires et agents municipaux et territoriaux incriminés. Sauf pour le personnel de transition nécessaire, ils doivent tous être renvoyés chez eux,

Nous notons également les efforts du sous-traitant municipal du Saint-Siège pour rendre nos terres aux Indiens. Il s'agissait d'un accord potentiel avec les "tribus" reconnues par le gouvernement fédéral --- c'est-à-dire ceux qui acceptent le statut de rendre hommage à Rome, et encore une autre ruse conçue pour contrôler des actifs qui n'appartiennent pas au sous-traitant municipal du Saint-Siège.

Nos juridictions terrestres, maritimes et aériennes ont été confirmées par une subvention permanente en 1787. Quelles que soient les obligations que le Saint-Siège et d'autres directeurs, y compris les successeurs du Commonwealth du roi George II, estiment qu'ils doivent et doivent encore aux soi-disant Amérindiens sont dus aux Américains en général maintenant, et si nos anciens sous-traitants fédéraux se sentent mal de ce qu'ils ont fait et des excuses qu'ils ont utilisées pour le justifier --- comme ils le devraient --- cela reste néanmoins leur dette, leur responsabilité et leur obligation de payer, pas la nôtre.

Nos juridictions terrestres, maritimes et aériennes appartiennent aux États actuels de l'Union, et tous les Indiens d'Amérique sont des Américains nés dans les mêmes États-nations que tous les autres Américains, leur propriété étant conservée. Sinon, toute proposition est tordue à l'extrême, inappropriée et entreprise pour fomenter plus de controverse et d'injustice inutiles.
Les Amérindiens étaient peut-être en possession préalable de la terre, mais ils ne le sont plus, et ils ne devraient pas être déformés comme des "tribus" - reconnues par le gouvernement fédéral ou autrement --- tout en faisant semblant de faire des affaires en tant qu'Américains.

Les opérateurs de la Corporation municipale et les directeurs responsables seraient avisés de constater que la fin ne justifie jamais les moyens et que deux injustices n'égalisent jamais la justice. Cela cause juste plus de problèmes et plus de confusion et plus de violence contre des innocents.

Ainsi, nous exigeons également la liquidation de toutes les sociétés tribales "fédéralement reconnues" dans le cadre de la liquidation globale des sociétés municipales opérant dans ou hors du district de Columbia, et le retour des réparations conventionnelles et des réparations de guerre dues par les directeurs des délits - le Saint-Siège et ses étrangers du Commonwealth britannique --- aux autochtones américains qui ont été soumis à la conquête physique par les mercenaires et qui ont également subi la perte de traités que le Saint-Roman Empire et le roi britannique leur devaient autrement.

Les seuls traités dus aux autochtones ici qui ont été honorés par les Européens étaient des traités entre les immigrants allemands de la République du Texas d'origine et les Comanches et d'autres nations autochtones de cet État. Un examen d'une multitude de "traités autochtones" montre que les documents ont été signés de mauvaise foi, signés par des personnes n'ayant pas le pouvoir d'établir des traités, et autrement déformés de manière à être des morceaux de papier dénués de sens. Cela ne change pas l'intention exprimée et la base que les Amérindiens avaient pour croire toute cette fraude conventionnelle commise contre eux.

Les méfaits, les malversations et la duplicité pratiqués par ces différentes sociétés municipales et les directeurs d'école qui en sont responsables ont, au fil du temps, entraîné la prolifération constante d'un enrichissement, d'une violence et d'une injustice injustes dans le monde.

Il est temps que cette longue et tordue histoire cesse, que la compassion et la justice règnent et que les vivants prennent en charge leurs biens.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique

En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

Avril premier 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 2025-02-22 23:32:34 UTC by Bee
Updated 2025-02-22 23:32:34 UTC by Bee